

D'ALGÉRIANITÉ

ou la seconde mort du Juste

Dans un pays qui a décrété l'unicité en toutes choses, l'UEA voguera sur des mers démontées et ne parviendra jamais à quai.

Elle vaudra à Mammeri, qui en assurera — après Sénac — le secrétariat général, ses premiers désagréments dans le pays indépendant et libre.

Comme en 1953, il y a l'indéracinable procès d'intention aux motivations politiques. La polémique qui se développe dans les colonnes de l'hebdomadaire du parti FLN *Révolution africaine* se fonde sur l'attitude réservée de l'UEA et de son secrétaire général Mouloud Mammeri pendant la guerre des Six-Jours qui a opposé, au mois de juin 1967, les armées arabes à Israël.

L'auteur de l'article «La trahison des clercs» (n° 232, 22 juillet-29 juillet 1967) pointe du doigt l'écrivain Mammeri «qui s'est rendu en pèlerinage, il n'y a pas si longtemps à Buchenwald, n'a pas daigné répondre à l'offre qui lui a été faite d'effectuer le même pèlerinage en Jordanie pour rendre compte des méfaits de certains rescapés des camps de la mort». Citant son œuvre *Le Foehn ou la preuve par neuf* (Paris, Publisud, 1982), qui venait d'être montée au TNA par Jean-Marie Boeglin, le rédacteur évoque un «patriotisme circonspect».

Et ce ne fut pas la pire des insultes. Dans sa réponse, publiée dans le n°233 de *Révolution africaine* (30 juillet-6 août 1967), Mammeri insiste sur la morale du clerc, car c'est bien là le fond du problème : «Mais le vrai clerc ne ment pas. Il ne doit pas tromper sur la qualité de la marchandise. Faire croire à ce peuple que les vrais clercs sont des rhéteurs aptes à la production sur commande, c'est montrer à quel point on les méprise.» Cette réticence à un alignement automatique sur les mots d'ordre du pouvoir et de ses représentants, cette distance critique face à l'événement et, en tout cas, la réaffirmation de la liberté du penseur face à l'omnipotence des légats, n'est ni comprise ni admise par la rédaction de l'organe du parti FLN.

Dans un second article intitulé *Le rabouilleur ou la "colle" inoubliée* (n°234, 7-14 août 1967), le rédacteur de l'hebdomadaire du parti unique revient sur les incriminations essentielles à l'origine de la polémique : «Depuis sa création, l'Union des écrivains algériens n'a pas montré le réel visage de l'Algérie révolutionnaire. Cette Union brille de mille feux... par son absence. Son existence est révélée aux Algériens de temps à autre par

quelques congrès qui se tiennent çà et là. Mais là n'est pas le fait important : il s'agit de savoir si cette Union est ou n'est pas une organisation nationale.»

En fait, c'est bien l'autonomie, rappelée par Mammeri, de l'UEA face aux attentes du FLN qui dérange. Dans les faits, bien distante par rapport aux tentatives de «normalisation» du parti FLN, l'UEA — qui rassemble des écrivains, de différentes provenances, aux philosophies diverses, et non pas des militants — ne pouvait en être un satellite. Et exécuter les ordres du jour du FLN et, plus largement, du pouvoir, sur les politiques nationales et internationales.

Le rédacteur de *Révolution africaine* désigne alors la responsabilité de l'UEA et de Mouloud Mammeri : «[...] elle se devait par la voix de son président de condamner sans équivoque l'agression sioniste, qui ne permet d'autre alternative que d'être avec ou contre la cause palestinienne. On est le complice de l'agresseur si on n'est pas l'allié des agressés, parce que cette alliance est dans la nature des choses. Mettre une prise de position en faveur des Palestiniens sur le compte du béni-oui-ouisme de la pensée relève d'un raisonnement simpliste et nous donne encore la preuve intangible de cette malhonnêteté intellectuelle. Pis encore, c'est dramatique.»

Cette double accusation de tourner le dos à «l'Algérie révolutionnaire» et de s'écarter des stricts ordonnancements de l'«organisation nationale», majorée d'un silence coupable face à l'agression israélienne, ouvrait les portes de l'enfer, en ces années de plomb du parti unique, à ceux qui s'y exposaient. Mammeri entendra les bruits de la meute. Le même numéro de l'hebdomadaire du FLN donne — dans une partition sans fausse note — la parole à un groupe de lecteurs — anonymes — de Tiaret dont la condamnation est sans appel : «Pourquoi les écrivains algériens sont demeurés muets durant la guerre d'agression israélienne ? Mammeri a répondu en refusant de répondre. C'est déjà une réponse [...] Nous réclamons à notre avant-garde intellectuelle

de ne pas se transformer en arrière-garde. Nous sommes en droit d'exiger cela, même s'ils comptent parmi leurs amis un grand nombre de sionistes notoires.» Pernicieux sous-entendu ?

Clouer au pilori, en cet été 1967 embrasé et résolument palestinien, cet ennemi intérieur — longtemps décrié dans les kasmass FLN et bientôt dans la «famille révolutionnaire» — qui n'a pour lui que la morale du «vrai clerc» pour s'insurger contre l'embrigadement du puissant FLN ? *Révolution africaine* dans un autre courrier, signé par M<sup>me</sup> Chohra F., actionne l'arme

redoutable de la stigmatisation : «Je commence à avoir certains doutes. M. Mammeri est-il algérien ? Ma question n'est pas une banale plaisanterie. Elle est motivée par le retrait que M. Mammeri prend pour parler de l'Algérie au démonstratif. "Ce pays", écrit-il.

"Ce pays" qu'il se plaît à critiquer avec "néguvisme", c'était peut-être une occasion pour lui d'exprimer quelque rancœur et quelque petite idée malsaine, quant à la culture telle qu'elle est conçue chez nous [...] Est-ce des propos de concierge que de demander pourquoi un

écrivain algérien n'a pas exprimé son opinion au sujet du conflit qui nous oppose à l'impérialisme et au sionisme ?»

L'écrivain Mammeri — qui s'est scrupuleusement avancé dans cette polémique en son nom personnel et sans impliquer ses pairs de l'UEA — ne sera pas, davantage qu'en 1953, écouté.

Après cette polémique, il décide d'un salutaire recul. Il quitte une UEA, désormais caporalisée, réduite à un rôle de porte-voix des communiqués du FLN. Le «vrai clerc» entrevera un horizon de travail littéraire et universitaire fécond.

Un vrai Algérien

En 1952, et aujourd'hui encore, autant Taassast que Bni Boublen, avec leurs cortèges de personnages typiques, ont des droits à figurer dans l'histoire de la littérature d'un seul et même pays, l'Algérie. Le pays de

Mokrane et de Menach, de Hamid Seraj et de Commandar qui dénonce la longue dépossession coloniale. Au-delà de visions du monde des auteurs Mammeri et Dib et des engagements qu'ils font prendre à leurs personnages, aux ancrages idéologiques et sociopolitiques différents, il y a l'histoire de l'Algérie, en ses multiples retranchements.

Les critiques de 1953 ont sans doute préjugé du travail et de la responsabilité de l'écrivain en regard d'une littérature nationale qui n'existait pas. Ils ont plus cherché à valider un projet politique qu'un projet littéraire.

L'auteur de *La Colline oubliée* n'a pas failli, ni politiquement ni littérairement. Je retiens de la réception critique de la presse française de ce premier roman la reconnaissance d'un art supérieur — et sublime — de la langue littéraire, ce qui précisément était pour Mohand Cherif Sahli le plus outrancier des sacrilèges contre la cause nationale. Sahli, qui répudiait «l'art pour l'art», ne voulait pas distinguer la langue brute du tract politique de celle ouvrée de la littérature. Mais c'est cette pureté de la langue — marque distinctive des œuvres de Mammeri — qui portera dans ses écrits de la guerre d'Indépendance, une pensée anticoloniale sans aspérités. Ne peut-on pas louer la constance de l'homme et des idées qui ont tracé sa voie dans la marche contrastée d'une nation algérienne à laquelle il aura beaucoup apporté et dont son œuvre — littéraire et scientifique — enrichit le patrimoine.

L'écrivain et chercheur Mammeri a défendu l'exigence — toujours actuelle — de ne pas confondre la politique, la littérature et la production intellectuelle et d'aliéner les unes à l'autre. Jusqu'au bout de son chemin d'éclairer, il continuera à en enseigner l'humble leçon. En 1953, comme en 1967, et aussi en 1981, dans les heures poignantes du «Printemps berbère», cette liberté de conscience était intolérable pour ses contradicteurs.

L'infinie sagesse de Mouloud Mammeri, ressourcée dans le message des imusnawen des fières montagnes de Kabylie, pays de haute mémoire, a bouleversé — et bouleverse toujours — l'immuable cercle des bien-pensants, sa valetaille et ses légions de ferrailleur. Celui qui proclamait avec humilité n'être qu'un clerc (un «vrai clerc») était — dans la fidélité à son humanisme ancestral — un vrai Algérien.

A. M.

Pays du Sud : politique, Internet et société civile

Par Fayçal Megherbi\*

S'opposer ou émettre un avis critique envers la gouvernance de son pays, dans une époque marquée par les révoltes des pays arabes, constitue-t-il une trahison ou un désamour envers sa patrie ?

C'est ce qui ressort dans les réseaux sociaux sur le Net, critiquer ceux qui gouvernent crée souvent, pour certains responsables politiques, une suspicion ou les prémices du complot et de la conspiration à l'égard du pays et ses intérêts. Comment peut-on expliquer ces réactions ?

Est-ce une réplique de défense ou de l'autosuffisance nationaliste non fondée ? Le gouvernant du Sud est-il paranoïaque ? Est-il psychologiquement fragile ou carrément susceptible ? Est-il ouvert au débat ? Accepte-t-il une autre vision d'un projet de société que celle qui lui a été inculquée à l'école fondamentale, une conception ou une pensée plus unique que multiple ? Un sudiste (citoyen du Sud), quel que soit son lieu de résidence, pourrait-il avoir une opinion de l'avenir de son pays différente à celle de ceux qui le gouvernent sans être forcément regardé comme un traître ? Avoir l'envie de changer positivement les choses est-elle incompatible avec l'amour de son pays ? Avoir un désir profond de se préoccuper de l'intérêt général forme-t-il une méprise dans l'esprit de ceux le gouvernant mal ? Demander de niveler les sudistes vers le haut comme il se fait dans les pays qui respectent leur population, serait-il une trahison pour ceux qui tiennent le pouvoir ? Vouloir mettre les mesures nécessaires pour faire évoluer le pouvoir d'achat des citoyens et de faire appliquer une véritable justice sociale, rime-t-il avec la conspiration avec l'ennemi venant de l'extérieur ? Demander de ne plus penser à quitter son pays pour aller vivre ailleurs, réclamer des représentants du peuple (élus) et ceux qui le gouvernent une implication dans la construction et le rayonnement de sa patrie, est-ce une chose irréalisable ?

L'internaute sudiste participe à alimenter les avis sur la démocratie, la justice sociale, les libertés fondamentales et les

droits de l'homme, il peut être surpris par les propositions de chacun et chacun, et concourt au débat et à l'échange.

Il dérape rarement dans les propos diffamatoires, insultants et incitateurs à la haine ou à la violence. L'internaute sudiste a finalement l'âme de démocrate, de tolérant, des droits de l'homme, comprend la détresse de l'autre, et essaye souvent de construire et proposer des solutions réfléchies et pleines de sens pour améliorer le quotidien dans les différents secteurs qui le concerne. Ce potentiel est-il valorisé, serait-il pris en charge par la société civile ?

Dans les pays dits «développés», la société civile participe vivement dans la vie politique, sociale et économique. Elle est consultée dans les projets de loi, est invitée à débattre dans les sujets qui concernent la population. Son avis est précieux, considéré et apprécié dans la prise des décisions politiques. Agit-on de la même manière dans les pays du Sud ?

Il est nécessaire, avant de continuer ce développement, de définir, d'abord, la société civile selon les organisations internationales, dont ces mêmes pays du Sud sont membres.

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) entend par société civile, «l'auto-organisation de la société en dehors du cadre étatique ou du cadre commercial, c'est-à-dire un ensemble d'organisations ou de groupes constitués de façon plus ou moins formelle et qui n'appartiennent ni à la sphère gouvernementale ni à la sphère commerciale».

Selon ces critères, a-t-on vraiment une société civile ? Est-elle efficace ? Réagit-elle aux problèmes sociaux de la population ? Est-elle soutenue ? A-t-elle déjà gagné des batailles sociales ? Poursuit-elle en justice lorsqu'un droit de l'homme ou une liberté fondamentale sont bafoués ? Y a-t-il des avocats militants et engagés ? Si la réponse est oui, sont-ils nombreux ? Entendons-nous dans la presse leurs actions devant les juridictions algériennes ? L'Algérien, est-il doté de la culture de la

procédure et des procès ? A-t-on le sentiment que le droit est une arme d'action pour faire valoir ses acquis et libertés ? Nos organisations syndicales et associations sont-elles crédibles aux yeux de l'opinion publique algérienne ? Un appel à la manifestation ou à la grève serait-il suivi par la masse populaire ? Croit-on aux retombées économiques et sociales des actions des syndicats ?

Les associations sont-elles à l'affût de l'actualité ? Sont-elles intransigeantes avec les violations et les atteintes des droits fondamentaux ? Communiquent-elles assez pour dénoncer les manquements et abus de l'administration et des collectivités locales ?

Qu'elle est la réputation de nos politiques auprès du citoyen ? Est-elle au beau fixe ? Le citoyen du Sud fait-il confiance à sa classe politique ? Le politique sudiste lit-il ? Publie-t-il assez ?

Est-il visionnaire ? Pense-t-il à l'intérêt public ? S'est-il où il va dans ce nouvel ordre mondial ? Connaît-il sa mission et son rôle dans la société ? Faire la politique, est-ce vraiment sa vocation ? Suit-il convenablement les phénomènes sociaux et économiques, nationaux et internationaux ? Est-il assez instruit ? Maîtrise-t-il ses dossiers ?

Il est essentiel que le citoyen et l'élite des pays du Sud se penchent sur ces questions de fond. Le jour où les sociétés civiles du Sud s'intéresseront correctement à ces quelques pistes de réflexion, elles commenceront à engager des actions de contestation construites et soutenues par des acteurs sur qui elles pourront compter pour changer le quotidien et faire valoir les droits sociaux, culturels, économiques, civiques et politiques des citoyens.

\*Enseignant en droit à l'université de Panthéon Assas Paris II  
megherbifaycal@gmail.com